



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7, rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SN AUVERGNE AERONAUTIQUE

1 RUE TOURIA CHAOUI
63510 Aulnat

Références : 20250923_RAP-63-0866_InspectionAuvergneAeronautique
Code AIOT : 0005601796

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement SN AUVERGNE AERONAUTIQUE implanté 1 RUE TOURIA CHAOUI 63510 Aulnat. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les principaux thèmes examinés lors de cette visite d'inspection étaient :

- les suites de l'inspection du 13 mai 2024 : sur la thématique incendie, prise en compte des autres sources d'émission de Chrome VI dans l'évaluation des risques sanitaires révisée, la détection de gaz pour les chaudières > 400 kW, le transformateur PCB
- le nouvel équipement "Machine à laver" mis en service et soumis à la rubrique 2563.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SN AUVERGNE AERONAUTIQUE

- 1 RUE TOURIA CHAOUI 63510 Aulnat
- Code AIOT : 0005601796
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de l'entreprise consiste à fabriquer et à réparer des pièces d'aérostructures, à assembler des sous-ensembles d'aérostructures et à effectuer des traitements des surfaces de pièces élémentaires. Le site est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/09/2011. Aujourd'hui, les activités de traitement de surface des pièces (2 lignes de décapage inox/titane et une ligne de traitement aluminium au chrome VI) relèvent du régime de l'enregistrement compte tenu de l'évolution de la nomenclature des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a pu constater la présence d'un bidon d'huile plein non mis sous rétention sur la plateforme extérieure, ainsi qu'un étalement de déchets en dehors des bennes prévues à cet effet. L'inspection demande à l'exploitant d'évacuer ces déchets et de ranger le bidon d'huile dans l'armoire avec rétention prévue à cet effet.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 7.6.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Détection de gaz (chaudière > 400 kW)	Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 8.6.1.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Prise en compte des autres sources d'émission de chrome VI dans l'ERS	Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 1.6.2.1.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Machine à laver	Décret du 14/12/2013, article 2.5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
				l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Transformateur PCB	Décret du 10/04/2013, article 6.III	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a été l'occasion de faire le point sur les suites données aux précédentes visites d'inspection. L'entreprise SN Auvergne Aéronautique a fait l'objet d'une lettre de suite datant du 22 juin 2022 demandant la prise en compte des autres sources d'émission de Chrome VI dans l'ERS selon l'AP du 05/07/2010 article 1.6.2.1.

L'exploitant a passé une commande pour la révision de l'ERS avec la société APAVE mais n'a finalement pas fait réaliser cette prestation, ne pouvant pas rentrer dans les prescriptions de l'arrêté préfectoral limitant les rejets de CrVI de l'atelier TS à une VLE de 0.005 mg/Nm3. Cependant, l'activité produisant 80% des émissions canalisées de CrVI dans l'air provenait de la fabrication des "portes écureuil" d'hélicoptère dont l'activité a été transférée sur l'usine de Casablanca au Maroc début 2025. Il sera statué sur la nécessité d'actualiser l'évaluation des risques sanitaires en fonction des résultats des derniers contrôles sur les rejets atmosphériques.

Les priorités sur cet établissement restent les suivantes:

- a/ respecter les VLE de Cr VI pour l'ensemble du site,
- b/ la mise en conformité incendie de l'établissement,
- c/ le remplacement du transformateur PCB,
- d/ compléter son porter à connaissance de l'installation de la machine à laver relevant de la rubrique 2563 sous le régime de la déclaration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 7.6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, répartis en fonction de la localisation de ceux-ci et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la défense extérieure contre l'incendie devra être capable de fournir un débit simultané de 260 m3/h pendant 2h ; elle pourra être assurée par : • des poteaux d'incendie normalisés de 100 mm assurant chacun un débit de 60 m3/h à la pression dynamique de 1 bar au moins en fonctionnement simultané, • ou des réserves d'eau, • ou par tout dispositif équivalent ; • cette défense devra comporter : • à moins de 100 m de chaque entrée de l'établissement d'au moins un poteau d'incendie, ou débit équivalent de 60 m3/h, • à moins de 200 m de l'établissement d'au moins deux poteaux d'incendie, ou débit équivalent de 120 m3/h, • à moins de 400 m de l'établissement d'au moins trois poteaux d'incendie, ou débit équivalent de 180 m3/h ; • les points d'eau retenus devront être : • facilement accessibles par tout temps et en permanence, • conformes à la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/1951, • signalés réglementairement, • situés à plus de 5 m du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie. • d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) répartis et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ; ils sont utilisables en période de gel ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; • de matériaux absorbants en quantité suffisante et les moyens pour les épandre sur les fuites ou égouttures ; les réserves de produit absorbant sont protégées par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; • un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours; • des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours;
<p>Constats :</p> <p><u>Non conforme :</u></p>

L'exploitant a fourni à l'IIC les contrôles 2024 et 2025 des hydrants du gestionnaire de l'aéroport. Ces contrôles révèlent des constats différents des précédents, pour autant des écarts persistent. Dans le rapport de contrôle des hydrants du 20/03/2024, seul le PI N°3 est non conforme avec un débit de 32 m3/h à pression de 1 Bar et le même constat est fait dans le rapport du 16/06/2025 pour le PI N°3 avec un débit de 39 m3/h à pression de 1 bar. Il a été décidé par la région de remplacer le poteau incendie par une bache de 120 m3 pour palier à cette non conformité. Un rendez-vous est prévu pour réaliser un devis et définir le planning des travaux envisageables le 22/09/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'IIC demande à l'exploitant de lui fournir le devis validé pour la bache de 120 m3 précisant la date des travaux **sous 3 mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Détection de gaz (chaudière > 400 kW)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 8.6.1.7

Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux.

Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Constats :

Non conforme :

L'exploitant a informé l'IIC par mail du 26/02/2025 de la mise en place d'une nouvelle centrale avec 2 capteurs OLC10 CH4 dont un est placé au niveau du brûleur et un en ventilation haute. Le rapport de mise en service de la société Teledyne du 26/02/2025 montre que la coupure de

<p>l'électrovanne de gaz est programmée pour un seuil de 15 % et qu'une alarme se déclenche en cas de dépassement des seuils de danger.</p> <p>Cependant l'exploitant n'a pu fournir la procédure préétablie demandée par l'arrêté et les documents fournis ne permettent pas d'apprécier si ce nouvel équipement permet d'interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.</p> <p>Les détecteurs doivent être contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit mais l'exploitant n'a pu fournir à l'IIC le jour de l'inspection le contrat de maintenance prévu sur cet appareil.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant de transmettre l'avenant du contrat de maintenance intégrant ce nouvel équipement ainsi que la justification du bon fonctionnement de la détection gaz (coupure électricité locale ?).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Prise en compte des autres sources d'émission de chrome VI dans l'ERS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 1.6.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation des risques sanitaires</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une nouvelle évaluation des risques sanitaires de l'établissement sera effectuée dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de notification du présent arrêté de manière à montrer les effets des dispositions mises en place pour limiter l'impact sanitaire des émissions atmosphériques sur le voisinage habité, en provenance en particulier de l'atelier de traitement de surface, et pour déterminer, le cas échéant, les dispositions complémentaires à adopter.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'IIC le 04/03/2025 le rapport du contrôle des rejets atmosphériques 2024. L'exploitant indique une évolution positive sur la qualité des rejets grâce aux différentes opérations qu'il a menées depuis l'été dernier (nettoyage du réseau de gaines, changement de type de filtres, réduction de la périodicité du changement des filtres). Toutefois le rejet de la</p>

<p>cabine n° 2 présente encore une concentration élevée. Depuis la date du contrôle l'activité "porte écureuil" qui était en cours de transfert vers le site "Best cost" au Maroc a été finalisée. Cette activité générait le plus d'opérations avec de la peinture contenant du CrVI. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir procédé au nettoyage des gaines et du sol lors des arrêts d'été et intégré cette action dans son plan de maintenance annuelle. Le contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé par l'entreprise SOCOTEC le 20 août 2025, cependant le rapport n'étant pas finalisé, l'IIC n'a pu constater l'évolution des rejets de CrVI. Il sera statué sur la nécessité d'actualiser l'évaluation des risques sanitaires en fonction de ces derniers contrôles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection sous 1 mois le rapport de contrôles des rejets atmosphériques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Transformateur PCB

<p>Référence réglementaire : Décret du 10/04/2013, article 6.III</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Transfo PCB</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. R. 543-19. - Est réputé contenir des PCB tout appareil qui a contenu des PCB sauf s'il a fait l'objet d'une décontamination suivie d'une remise en service pour une durée minimale de six mois au terme de laquelle il est démontré que le produit contenu dans l'appareil après substitution ne contient pas de PCB selon les modalités prévues à l'article R. 543-32.</p> <p>Art. R. 543-21. - Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB :</p> <p>« - à partir du 1er janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1er janvier 1976 ;</p> <p>« - à partir du 1er janvier 2020 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1976 et avant le 1er janvier 1981 ;</p> <p>« - à partir du 1er janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1981.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme :</p> <p>L'exploitant a missionné le bureau APAVE afin de connaître la présence de PCB dans son transformateur. Suite à des échanges de mail avec le constructeur, il s'avère que le</p>

transformateur situé sur le site de l'entreprise a été fabriqué en 1991 et que le constructeur certifie ne plus utiliser d'huile avec PCB dans son usine depuis 1984 et indique qu'il doit y avoir une étiquette indiquant l'absence de PCB sur le couvercle du transformateur. Mais lors de l'inspection, l'IIC n'a pu constater la présence de cette étiquette.

Toutefois l'exploitant informe l'IIC qu'il a décidé de procéder au changement de son transformateur en février 2026 et qu'il a missionné le bureau d'études PDU Contracting pour établir le cahier des charges.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir **le devis signé sous 1 mois** et d'informer l'ADEME de ce changement de transformateur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Machine à laver

Référence réglementaire : Décret du 14/12/2013, article 2.5

Thème(s) : Situation administrative, 2563. Nettoyage-dégraissage de surface

Prescription contrôlée :

2.5. Matériaux, minerais et métaux

Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.

La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :	
1. Supérieure à 7 500 l	(E)
2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l	(DC)

Régime de l'enregistrement : Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Régime de la déclaration : Arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563 : **applicable depuis le 1er janvier 2016**

Constats :

Par courriel du 24 novembre 2024, l'exploitant informe l'inspection de la mise en œuvre prochainement au sein de son établissement de l'activité suivante : machine à laver répondant à la rubrique 2563 (DC). Il est convenu avec l'inspection le 10 décembre 2024 que l'exploitant déposera un porter à connaissance auprès de l'IIC. Le jour de l'inspection, l'IIC n'a pas reçu de dossier de la part de l'exploitant mais a pu constater la présence de la machine à laver MECANOLAV dans l'atelier. Toutefois l'exploitant avait préparé sa déclaration d'activité via la téléprocédure et l'a validée pendant l'inspection. L'exploitant a complété sa demande en

transmettant à l'IIC par courriel du 22/09/2025 le plan d'implantation ainsi que la notice de mise en service et le rapport de vérification de l'état de conformité de l'APAVE du 22/11/2024 dans les locaux de RIDEL SAS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de compléter sa demande, l'IIC demande à l'exploitant de transmettre l'analyse de conformité réglementaire de son installation réalisée par rapport à l'arrêté du 27/07/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563 sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois